

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 REIMS

REIMS, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/02/2023

Contexte et constats

Publié sur



SUEZ RV NORD EST

17 rue de Copenhague
Espace Européen de l'Entreprise
67300 Schiltigheim

Références : N°D3 i 2023-172

Code AIOT : 0005702843

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/02/2023 dans l'établissement SUEZ RV NORD EST implanté CHEMIN DES BEUTIERES ECOPOLE DE LA COTE PLATE RD 94 51300 Huiron. L'inspection a été annoncée le 09/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV NORD EST
- CHEMIN DES BEUTIERES ECOPOLE DE LA COTE PLATE RD 94 51300 Huiron
- Code AIOT : 0005702843
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SUEZ RV NORD EST est autorisée à exploiter des installations de stockage de déchets non dangereux, sur le territoire de la commune de la Huiron (51) pour une capacité de déchets autorisés de 100 000 t/an et 700 t/j. Les intrants sont des déchets ultimes non dangereux provenant principalement du secteur industriel et des départements 51, 52, 10, 55, 57, 54 et 88.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- réception des travaux de création de la subdivision 15
- traçabilité des déchets
- lixiviats

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Réception des travaux de création de subdivision de casier	AP Complémentaire du 25/04/2019, article 8.1.3.5	/	Sans objet
2	Barrières de sécurité de la subdivision	AP Complémentaire du 25/04/2019, article 8.1.3.28.1.3.3	/	Sans objet
3	Traçabilité des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article Article 1	/	Sans objet
4	Obligation de tri du producteur de déchets	Code de l'environnement du 19/09/2021, article Article R. 541-48-3-IV	/	Sans objet
5	Obligation de tri du producteur de déchets	Code de l'environnement du 01/01/2022, article Article R.541-48-4	/	Sans objet
6	Traçabilité des déchets dangereux	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45	/	Sans objet
7	Traçabilité des terres excavées	Code de l'environnement du 25/03/2021, article Article R.541-43-1- II	/	Sans objet
8	Gestion des lixiviats	Arrêté Préfectoral du 25/04/2019, article 4.3.9.1	/	Sans objet
9	Surveillance des lixiviats	Arrêté Préfectoral du 25/04/2019, article 4.3.9.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Par sondage, l'inspection n'a pas constaté d'écart aux différentes prescriptions contrôlées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réception des travaux de création de subdivision de casier

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/04/2019, article 8.1.3.5
Thème(s) : Risques chroniques, Travaux d'aménagement de casier de stockage
Prescription contrôlée : Avant l'exploitation de chaque nouvelle subdivision de casier, l'exploitant informe le préfet de la fin des travaux d'aménagement du casier par un dossier technique réalisé par un organisme tiers chargé d'établir la conformité de l'installation aux conditions fixées par le présent arrêté préfectoral d'autorisation notamment l'existence : - de la géomembrane et du dispositif de drainage ; - des équipements de collecte et de stockage des lixiviats. Avant tout dépôt de déchets dans une nouvelle subdivision de casier, le préfet fait procéder par l'inspection des installations classées à une visite du site afin de s'assurer de la fiabilité du dossier établi par l'organisme tiers. L'admission des déchets dans la subdivision de casier ne peut débiter que si le rapport conclut positivement sur la base des vérifications précitées.
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection le 20/01/2023 un dossier technique de conformité à l'arrêté préfectoral des travaux de création de la subdivision 15 de l'installation de stockage de déchets non dangereux de Huiron. La visite de contrôle de la fiabilité du dossier établi par l'organisme tiers a été effectuée par l'inspection le 28/02/2023 Par sondage, l'inspection n'a pas constaté d'écart à la prescription contrôlée
Observations : L'exploitant prévoit une mise en service au deuxième semestre 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Barrières de sécurité de la subdivision

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/04/2019, article 8.1.3.28.1.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Constitution des barrières de sécurité passive et active
Prescription contrôlée : 8.1.3.2 – Barrière de sécurité passive La barrière passive est constituée par : <ul style="list-style-type: none">- fond de casier (de haut en bas) : un géosynthétique bentonitique (GSB), dosé au minimum à 5 kg/m², d'au moins 6 mm d'épaisseur et de perméabilité inférieure ou égale à 5.10-11 m/s, 1 m de matériaux argileux de perméabilité inférieure ou égale à 10-5 m/s et le terrain naturel constitué de craie de perméabilité de 10-5 m/s ;- flanc de casier : 0,5 m de matériaux argileux de perméabilité inférieure ou égale à 10-9 m/s remontés jusqu'à une hauteur de 2 m par rapport au fond, surmonté par un GSB de type sodique polyfilmé, dosé au minimum à 5 kg/m², d'au moins 6 mm d'épaisseur et de perméabilité inférieure ou égale à 5.10-11 m/s remontant sur la totalité du talus. La mise en place du GSB assure un recouvrement de l'intégralité du fond et des flancs de casier en permanence. En particulier, la superposition des lés de GSB est au minimum de 40 cm. Une consigne d'exploitation définit les caractéristiques du produit et les critères d'implantation à respecter pour assurer, en permanence, une stabilité mécanique et chimique de la barrière passive. Les critères reprennent à minima les recommandations de l'étude d'équivalence présentée dans le dossier de modification dans sa version d'avril 2012. Le respect de cette disposition doit figurer dans le dossier visé à l'article 8.1.3.5. 8.1.3.5 – Barrière de sécurité active Sur le fond et les flancs de chaque casier, une barrière de sécurité active assure son indépendance hydraulique, le drainage et la collecte des lixiviats et évite ainsi la sollicitation de la barrière de sécurité passive. Cette barrière de sécurité active est constituée, du bas vers Le haut par: <ul style="list-style-type: none">- une géomembrane PEHD étanche de 2 mm d'épaisseur,- un géotextile de protection,- un niveau drainant de 50 cm d'épaisseur et de perméabilité supérieure à 10-4 m/s dans laquelle est inclus un réseau de drains permettant l'évacuation des lixiviats vers un collecteur principal, ou tout dispositif équivalent. La géomembrane doit être étanche, compatible avec les déchets stockés et mécaniquement acceptable au regard de la géotechnique du projet. La mise en place de la géomembrane doit conduire à limiter autant que possible toute sollicitation mécanique en traction et en compression dans le plan de pose, notamment après stockage des déchets.
Constats : Au travers de son dossier de conformité des travaux de la subdivision 15 transmis à l'inspection des installations classées, l'exploitant a décrit le programme d'échantillonnage et d'analyse nécessaire à la vérification des barrières actives et passives de la subdivision. Par sondage, l'inspection a pu constater que les analyses sont conformes à l'arrêté préfectoral d'autorisation et à l'arrêté ministériel de prescriptions générales. L'inspection propose à Monsieur le Préfet d'autoriser l'exploitant à mettre en service la subdivision 15.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article Article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets – registre chronologique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes:</p> <p>a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement:</p> <ul style="list-style-type: none"> – la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet; <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité:</p> <ul style="list-style-type: none"> – la dénomination usuelle du déchet; – le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement; – s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement; – le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée; – le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique; – la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3; <p>c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet:</p> <ul style="list-style-type: none"> – la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets; – la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets; – l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets; – la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement; – la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant; – la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement; <p>d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement:</p> <ul style="list-style-type: none"> – le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets;
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection son registre annuel des déchets entrant de 2023, par courriel du 21/02/2023. L'inspection a constaté qu'il contient les différentes informations demandées par la réglementation.</p> <p>Par sondage, l'inspection n'a pas constaté d'écart à la prescription contrôlée.</p>
<p>Observations :</p> <p>L'inspection indique à l'exploitant que le numéro SIRET du producteur initial du déchet et de l'expéditeur du déchet doit être présent dans le registre des déchets entrants. L'exploitant a démontré qu'il pouvait le récupérer dans ses données internes et il s'est engagé à ajouter cet élément dans son logiciel.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Obligation de tri du producteur de déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/09/2021, article Article R. 541-48-3-IV
Thème(s) : Risques chroniques, Rapport annuel de caractérisation
Prescription contrôlée : IV.-L'exploitant de l'installation de stockage de déchets non dangereux met en place une procédure de contrôle des déchets entrants. Cette procédure comporte notamment : 1° Un rapport annuel de caractérisation des déchets apportés dans l'installation dont la réalisation incombe au producteur des déchets ou à défaut leur détenteur. Cette tâche peut être confiée à l'exploitant de l'installation ou à un laboratoire s'ils disposent des compétences techniques requises. L'arrêté mentionné ci-après peut prévoir une fréquence de rapport de caractérisation différente, si les caractéristiques des déchets concernés le justifient ;
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection les rapports de caractérisation des déchets. Il indique que ces rapports sont en cours de mise en place chez tous les producteurs de déchets. L'inspection rappelle à l'exploitant que la période d'expérimentation (et donc de tolérance) concernant la mise en place des rapports de caractérisation est prolongée jusqu'au 31/08/2023 pour les centres d'élimination. Par sondage, l'inspection ne constate pas d'écart à la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Obligation de tri du producteur de déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article Article R.541-48-4
Thème(s) : Risques chroniques, Attestation sur l'honneur
Prescription contrôlée : I.-Les producteurs des déchets non dangereux qui ne sont pas pris en charge par le service public local de gestion des déchets ne peuvent faire procéder à leur élimination dans des installations de stockage et d'incinération de déchets non dangereux non inertes que s'ils justifient respecter les obligations de tri prescrites par les articles L. 541-21-1, L. 541-21-2, L. 541-21-2-1 et L. 541-21-2-2. A cette fin, est transmise chaque année à l'exploitant de l'installation une attestation sur l'honneur signée par les représentants légaux des producteurs de déchets concernés comprenant : 1° La liste de leurs obligations de tri ; 2° La description des éléments de nature à démontrer le respect de ces obligations et notamment la liste des collectes séparées mises en place et les consignes de tri associées.
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection les attestations sur l'honneur, associées aux Fiches d'Identification Préalable (FIP). L'inspection rappelle à l'exploitant que la période d'expérimentation (et donc de tolérance) concernant la mise en place des attestations sur l'honneur est prolongée jusqu'au 31/08/2023 pour les centres d'élimination. L'opérateur du pont bascule a pu expliquer la procédure qu'il applique lors de la réception d'un nouveau camion sur le site. Par sondage, l'inspection ne constate pas d'écart à la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Traçabilité des déchets dangereux

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45
Thème(s) : Actions nationales 2023, Traçabilité des déchets dangereux – utilisation de Trackdéchets
Prescription contrôlée : I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.
Constats : L'exploitant ne réceptionne pas de déchets dangereux. Il indique aussi qu'il ne génère pas de déchets dangereux car les prestataires intervenant sur le site sont chargés de l'évacuation des différents déchets générés par leurs missions.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Traçabilité des terres excavées

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 25/03/2021, article Article R.541-43-1- II
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets – Registre National électronique RNDTS
Prescription contrôlée : Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges automatisés de données selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement
Constats : L'exploitant a indiqué que l'inscription sur le site du RNDTS est prévue prochainement par le groupe SUEZ. L'inspection rappelle à l'exploitant les échéances suivantes : <ul style="list-style-type: none">- Registres tenus en 2022 : régularisation de la transmission le 30/06/23 au plus tard (tolérance)- Registres tenus en 2023 : régularisation de la transmission le 01/05/23 au plus tard- A compter du 24/04/2023 transmission au plus tard 7 jours après la production du déchet Par sondage, l'inspection n'a pas constaté d'écart à la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Gestion des lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/2019, article 4.3.9.1
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des équipements de gestion des lixiviats
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un programme de contrôle et de maintenance préventive des systèmes de collecte, de stockage et de traitement des lixiviats. Ce programme spécifie, pour chaque contrôle prévu, les critères qui permettent de considérer que le dispositif ou l'organe contrôlé est apte à remplir sa fonction, en situation d'exploitation normale, accidentelle ou incidentelle. Les résultats des contrôles réalisés sont tracés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 9.4.1 du présent arrêté. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.
Constats : Par courriel du 28/02/2023, l'exploitant a transmis à l'inspection : <ul style="list-style-type: none">- ses formulaires de contrôle et de maintenance préventive de l'infrastructure de stockage des lixiviats, du système de réinjection des lixiviats et du réseau de transport et de traitement du biogaz ;- les résultats des ces derniers contrôles réalisés en février 2023, indiquant une absence de non-conformité. Par sondage, l'inspection n'a pas constaté d'écart à la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Surveillance des lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/2019, article 4.3.9.2
Thème(s) : Risques chroniques, Registre de surveillance des lixiviats
Prescription contrôlée : L'exploitant tient également à jour un registre sur lequel il reporte une fois par mois : <ul style="list-style-type: none">- le relevé de la hauteur de lixiviats dans les puits de collecte des lixiviats ou dispositif équivalent ;- la hauteur de lixiviats dans le bassin de collecte ;- les quantités d'effluents rejetés ;- dans le cas d'une collecte non gravitaire des lixiviats, l'exploitant relève une fois par mois les volumes de lixiviats pompés. Le registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. La composition physico-chimique des lixiviats stockés dans le bassin de collecte est contrôlée tous les trimestres selon les modalités prévues à l'article 9.2.3. Au moins une fois par an, les mesures mentionnées au paragraphe précédent sont effectuées par un organisme agréé auprès du ministère chargé de l'environnement. Cet organisme est indépendant de l'exploitant.
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection le registre des lixiviats indiquant les hauteurs dans les puits et le bassin de collecte. L'exploitant ne rejette pas d'effluents et ne dispose pas de système de collecte non gravitaire. Par courriel du 08/03/2023 l'exploitant a transmis à l'inspection les rapports des analyses réalisées 4 fois par an par un organisme indépendant : les 27/01/2022, 25/04/2022, 19/07/2022 et 11/10/2022. La fréquence des analyses (article 4.3.9.2.) et les paramètres analysés (article 9.2.3.) sont respectés. Par sondage, l'inspection n'a pas constaté d'écart à la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet